

Ni OTAN ni Kadhafi, pouvoir populaire !

jeudi 10 mars 2011, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [POJOLAT Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mars 2011).

Allant au bout dans son délire de dictateur paranoïaque, Muammar Kadhafi qui pendant 42 ans ne cessa d'invoquer sa légitimité populaire et d'affirmer son affection pour le peuple libyen, termine sa carrière dans un bunker. Son armée et ses mercenaires se livrent à des massacres de masse, faisant plus de 7 000 morts, et occasionnant le départ du pays de plus d'un million de personnes.

La guerre civile menace et les combats avivent les rivalités tribales. Alors que les bombardements de populations des zones libérées continuent, il ose proposer au Conseil national de l'opposition de « négocié » pour lui, sa famille et ses proches une sortie « honorable » du conflit comprenant leur départ de Libye avec une « certaine somme d'argent garantie ».

Qui pourrait, même au nom d'un anti-impérialisme passé, au demeurant fort discutable, accorder la moindre solidarité à un régime qui assassine son peuple ? Nous devons sans ambiguïté dénoncer l'amicale bienveillance exprimée par Cuba et le Venezuela à la dictature libyenne et affirmer notre total soutien aux insurgés. Mais à l'heure où les rumeurs d'une possible intervention militaire extérieure sous l'égide de l'Otan se font insistantes, la tâche la plus urgente des anti-impérialistes et des anticapitalistes est de combattre sans hésitation toutes les positions qui viseraient à justifier, même pour des raisons humanitaires, une ingérence extérieure. Du Kosovo à l'Irak ou à l'Afghanistan, les opérations militaires de l'Otan se sont toujours faites aux dépens des populations et au profit de l'impérialisme.

Nous devons soutenir, sans réserve, les combattantEs qui affrontent avec courage l'armée de Kadhafi et affirment haut et fort, leur volonté d'en finir par eux-mêmes avec la dictature et de ne pas se faire voler la victoire. Nous devons saluer et populariser le formidable élan de solidarité dont fait preuve le peuple tunisien envers les réfugiés fuyant les zones de combat. Nous devons enfin exiger des gouvernements européens qu'ils mettent d'urgence en place des mesures de rapatriement et d'accueil pour tous les réfugiés, et amplifier notre combat pour mettre fin à l'Europe forteresse de Schengen.

Alain Pojolat

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 93 (10/03/11).*

COMMUNIQUÉ DU NPA. NON À L'INTERVENTION MILITAIRE DES OCCIDENTAUX EN LIBYE.

Mardi 1 mars 2011

Les grandes puissances capitalistes qui pendant des années ont armé et soutenu le dictateur Kadhafi font planer maintenant la menace d'une intervention militaire.

Les Etats-Unis par la voix d'Hilary Clinton ont indiqué qu'ils redisposaient autour de la Libye leurs

forces navales et aériennes, tandis que F. Fillon a confirmé, lundi 28 février, que le gouvernement français évaluait les solutions militaires possibles, dans le cadre ou non de l'OTAN.

Les processus révolutionnaires à l'œuvre dans les pays arabes concernent des pays riches en ressources énergétiques. C'est le cas de la Libye qui possède 3,3% des réserves en pétrole. Ses gisements pétroliers et gaziers, exploités par nombre de grandes compagnies étrangères comme Total, échappent maintenant au contrôle de Kadhafi.

Le NPA soutient totalement les révolutions actuellement en cours dans les pays arabes ainsi que le peuple libyen désireux de chasser du pouvoir un dictateur au pouvoir depuis plus de 40 ans, qui a réduit à néant toutes les libertés démocratiques et est prêt à tous les carnages pour rester au pouvoir.

Mais c'est au peuple libyen de se débarrasser de Kadhafi pour construire une nouvelle société démocratique qui devra utiliser les revenus du pétrole pour satisfaire les besoins de la population.

C'est pourquoi, le NPA est totalement opposé à toute intervention militaire des puissances occidentales, rejoignant en cela le « Conseil national de transition des villes libérées » refusant « toute ingérence ou opération militaire étrangère », alors que ces puissances n'ont d'autre but que de garder le contrôle sur les ressources énergétiques de la Libye.

Le 1^{er} mars 2011.
